



Paysans, un monde rural vivant

Ecologistes, un environnement de qualité
pour tout le monde

Consommateurs, une nourriture saine pour tous

I. Editorial

Nous l'avons vu, lu et entendu avec Ch. Jacquiau, la grande distribution nous tient au collet. Cette fois nous découvrons la masse cachée de l'iceberg. Ce que nous présentions est confirmé. Sur sa lancée bientôt la grande distribution contrôlera tous les secteurs de l'activité économique, déterminera pour nous les goûts et les couleurs, imposera nos loisirs et nos lectures, décidera ce qui est bien ou mal. Voici la nouvelle religion du profit !

Le principe des marges arrière ont donné à la grande distribution les moyens financiers pour toucher à tout, créer le marché unique ! Ce que le communisme n'a pas réussi à faire, la grande distribution est en passe, elle, de le réussir « le marché unique ». C'est le principe du sablier en haut les producteurs, en bas les consommateurs et la grande distribution contrôle l'étranglement, passage obligé, aux conditions imposées pour les uns et pour les autres. La grande « arnaque du siècle » puisqu'on prend conscience à présent de la destruction tout azimut, des pollutions, de la disparition des exploitations agricoles et PME, et enfin de la déstructuration de l'emploi. Des hommes et des femmes sont mis sur le carreau. Le tout est savamment orchestré.

Nous sommes ici au cœur du problème, en continuant à s'approvisionner dans ce système, on le maintient et on se saborde, à petit feu certes, mais irrémédiablement. N'oublions pas que, depuis maintenant cinquante ans déjà, ce système a eu largement le temps de faire son chemin. Il nous a même séduits sans nous dévoiler les dessous. Maintenant, le conditionnement général étant acquit, le principe s'exporte dans le monde entier. Dans ce domaine, mise à part l'Américain Wal Mart, les Français sont leader. Une belle référence pour aller semer ailleurs un pouvoir de destruction économique.

Pour sortir de ce cercle vicieux, tournons nous vers les circuits courts, réinventons par le principe des **AMAP**, les relations en local, avec le terrain, la production, les acteurs, le lien social. Retrouvons les réflexes de bon sens, respectueux du vivant. Une seule vraie éthique, celle du respect du vivant et pour une cohérence de comportement. A l'Albenc, Philippe Desbrosses nous a mis lui aussi sur la piste, pour réagir, avec ses idées forces, soulignant les incohérences de la politique agricole actuelle et globalement de la folie de notre monde dit « moderne » qui va à contre sens des évidences, de tout bon sens, de toute logique naturelle. Nous avons tout pour réussir une bonne gestion de la planète, savoirs, moyens et en l'absence de politique cohérente nous faisons tout le contraire.

Vous êtes invités à plus sur le site www.intelligenceverte.org/asp/SommetTerre.asp

F.Guyard

2°- Rapport d'activité :

Vie de l'alliance 38, dans le retroviseur...

Nos conférences

Elles ont toutes été un succès. Qu'il s'agisse de celle de Lylian le Goff le 2 juin sur l'alimentation bio, de celle de la caravane asiatique pour l'autonomie alimentaire que nous avons organisée avec FIAN le 15 septembre, ou celle de Christian Jacquiau le 6 octobre que Matthias résume plus loin (pourtant les médias ne nous ont pas aidés, nos réseaux y ont suppléé).

Je devais intervenir sur la biodiversité à la Porte ouverte des Jardins de la solidarité mais le vandalisme dont ils avaient été victimes a annulé la manifestation. Nous avons cependant réactivé nos relations et ils ont commandé notre affiche sur l'alimentation saine et équilibrée.

Je suis intervenue à la demande de la FRAPNA Loire à LERPT pour parler « Alimentation équilibrée et saine ». Avec Janine Garcin-Peraldi de l'alliance Loire, nous en avons profité pour présenter les AMAP... A suivre.

Ce qui m'a le plus convaincu de la nécessité de continuer à organiser des conférences, c'est la présence dans la salle de nombreuses personnes que nous ne connaissons pas, cela prouve que les sujets qui nous sont chers ont un écho bien au-delà de nos partenaires les plus directs. Question : organiser des conférences ailleurs dans le département ? Avec qui ?

Notre présence dans les diverses manifestations

Nous avons été bien présents à l'Albenc où des contacts intéressants ont été noués sur les pesticides, les semences paysannes, les AMAP... Andrée Bellon a été un peu seule lors des comices de Laval et de Saint-Ismier en Grésivaudan et lors du forum social... Moi aussi à Pajay, pour le printemps de l'environnement. Faute de volontaires pour tenir les stands, nous n'avons pas pu être présents à Mens, à La Tour du Pin, à St Antoine l'abbaye, à la fête d'accueil paysan....

- Ouverture du marché bio de Tullins le vendredi 10 septembre. De 15 à 19 h tous les vendredis, parlez-en à vos parents et amis qui habitent ce secteur, il est super.

Ces manifestations ont souvent lieu le WE et la vie familiale et amicale souffre déjà en semaine de notre militantisme, mais si nous étions plus nombreux, cela serait moins lourd.

Suivi des Dossiers

Manger Bio à la cantine

Lors de la dernière réunion du groupe Education avec Gaëlle Argoud-Puy, nous avons fait le constat de la difficulté de dépasser une approche événementielle du repas bio et de la faible demande des collègues concernant l'animation proposée par le R.E.N.E. Gaëlle ayant rejoint d'autres activités (dont celle de mère de famille) Capucine Mercier qui lui a succédé a essayé de relancer l'animation auprès des élèves des collèges et surtout la recherche de producteurs un peu organisés. Dossier à suivre puisque c'est toujours une des priorités du C.G.I.

OGM

Le comité de soutien aux trois de St Georges s'est réuni le 28 juin pour essayer de coordonner l'accompagnement de l'appel à Grenoble ; il a été présent à L'Albenc où de nombreuses pétitions ont été signées. Une réunion des deux comités : 10 de Valence et 3 de St-Georges sera organisée prochainement à l'invitation de la Conf.' pour se coordonner en prévision de l'appel qui sera jugé sans doute au printemps.

Les faucheurs volontaires ont relancé le débat cet été ; des membres et des amis de l'Alliance y ont participé mais l'Alliance en tant que telle ne s'est pas mobilisée. Une coordination iséroise va s'organiser.

Nos amis de la caravane asiatique nous ont rappelé les dégâts causés par les pesticides et les OGM dans leurs pays ; vous trouverez, en annexe, la photocopie d'un récent article du New scientist résumé par Courrier International ; il nous a paru résumer l'état actuel de ce qu'on peut dire sur OGM et pays du Sud.

La coordination nationale biotechnologie de FNE (France Nature Environnement) a prévu de se réunir le 12 décembre 2004, Chantal y participera et vous aurez un C.R. Dans le prochain bulletin ; à noter qu'une action de mobilisation autour de l'arrivée de soja transgénique dans le port de Lorient a dû être annulée ; le cargo est allé dans un autre port...

Circuits courts en Grésivaudan

Nous(Andrée Bellon, Anne Claude Burillier, Chantal Gehin, Jacqueline Collard) avons rencontré, à sa demande, François Brottes député de l'Isère et président de la Communauté de communes du moyen Grésivaudan (COSI) , le 30 août . Nous avons chacun exposé nos points de vue ; visiblement François Brottes ne partage pas nos inquiétudes concernant les grandes surfaces et reste convaincu de l'intérêt de prix bas pour les fruits et légumes. L'alliance et la Conf' ont continué de travailler autour de solutions alternatives dans le cadre du comité de pilotage du futur contrat de pays.

La nécessité d'un point de vente collectif, d'une aide à l'agriculture paysanne (en particulier au maraîchage de proximité) et d'opportunité d'AMAP, est mieux prise en compte. Les institutions (ADAYG, ADABEL, Chambre d'agriculture) sont interpellées. Nous espérons qu'elles prendront le relais en ce qui concerne l'aide à l'agriculture paysanne et le point de vente collectif, et nous continuerons à prendre notre place dans ces projets.

En ce qui concerne les AMAP, de nombreuses personnes semblent intéressées dans le Grésivaudan. Une ou plusieurs réunions en fonction de la géographie de ce territoire s'organisent bientôt.

AMAP

De nombreuses personnes ont laissé leurs noms sur nos différents stands. Il est vrai que le thème est souvent médiatisé dans les journaux (Que Choisir de novembre par exemple) ; les radios, les télé.

Avec l'Alliance Régionale Rhône alpes (ARRA) Ludovic Mandy, coordinateur, est très souvent sollicité ; son poste a de bonnes chances d'être pérennisé au moins pour un an par le Conseil Régional. Une première réunion du comité de suivi a eu lieu le 6 novembre et a permis aux participants des AMAP existantes en Rhône-Alpes ou en projet de mieux se connaître ; Chantal et Rémi y ont participé.

A Grenoble, la réunion du 12 juillet avait sans doute le tort d'être trop près des vacances mais celle du 12 octobre a réuni près de 50 personnes. La réunion 15 novembre a regroupé 30 personnes dont 4 producteurs, qui sont venus se présenter. Les échanges ont permis de créer deux groupes (« Grésivaudan » et « Grenoble ») qui vont désormais travailler sur la zone et les projets qui les intéressent.

Nous sommes toujours attentifs à ce qui se passe à la Villeneuve et dans les Terres Froides où l'intérêt est certain mais la réalisation sera plus complexe.

Pesticides

Vous lirez un billet d'humeur de Chantal. Vous trouverez ci joint une invitation au colloque Pesticides et biodiversité du 30 novembre organisé par Rémi pour la FRAPNA ; Inscrivez-vous rapidement si vous pouvez vous libérer. L'Alliance y participe financièrement pour 300 euros.

Vie de l'Alliance

Les assemblées générales du 14 septembre nous ont permis de valider les modifications du statut de l'association sur deux points importants :

- La possibilité d'une intervention y compris financière dans une structure ayant les mêmes objectifs que l'Alliance, ceci nous a permis de prendre une part symbolique de 150 euros dans la SCI des 3 cols en Trièves.
- La possibilité d'ester en justice.

Nous en avons profité pour toiletter divers points, entre autre la radiation possible de l'Alliance pour non paiement de cotisation.

Rappel : la cotisation 2004 est au même tarif que 2003 : 10 euros pour les individuels ; 25 pour les associations de moins de 100 adhérents et 35 pour celles qui en comptent plus de 100...

Petites nouvelles personnelles

Julie Carlier a fait voter par son employeur, le Parc Naturel Régional du Queyras une motion contre les OGM ; Par ailleurs Boris et elle attendent un enfant pour bientôt. Sigolène Murat a quitté la région, elle a trouvé un travail à Angoulême : développer la consommation de fruits et légumes dans le cadre du Programme National Nutrition Santé. Elle pense que la réflexion menée avec l'Alliance l'a aidée à obtenir ce poste et nous en remercie.

PROCHAINES ETAPES

Conférence vin bio santé le 26 novembre à la MNEI (voir affiche et tract joints).

Colloque « pesticides, phytosanitaires, vers une meilleure prise en compte de la biodiversité » 30 novembre 2004 à La Tronche (voir plaquette jointe). Pour les renseignements appelez Rémi au local.

Présence au Salon Bio et Environnement les 27, 28 novembre et les 4 et 5 décembre 2004.

N'hésitez pas à vous inscrire même pour 2 heures ! Merci. Appelez Rémi pour confirmer.

Permanences Alliance Isère Salon Bio et Environnement ; 10 h à 20 h !

	Samedi 27/11	Dimanche 28/11	Samedi 4/12	Dimanche 5/12
10/14h	François	Chantal		
14/17h				
17/20h				

Prochain CA le jeudi 16 décembre 2004 à 18h00 à la MNEI de Grenoble.

Pour 2005 : Quelques propositions à confirmer en attendant celles de tous les adhérents : une conférence sur les céréales et l'alimentation avec Christian REMESY de l'INRA de Clermont-Ferrand ; et quelque chose de plus important sur les semences avec des partenaires à trouver (nature et progrès, jardiniers amateurs, Kokopelli, FIAN, Adabio..) à l'automne.

3%- L'auto formation :

Conférence de Christian Jacquiau, le 6/10/2004 à Grenoble

C'est une salle pleine qui a accueilli Christian Jacquiau pour la conférence qu'il a tenue sur « les coulisses de la grande distribution » (il est l'auteur du livre du même nom). En réel orateur, il a diffusé son message dans un exposé clair et dense qui a agit comme un révélateur. La grande distribution est présente dans notre quotidien, nous pensons en bénéficier donc cela n'incite pas à remettre son fonctionnement en cause. Pourtant, les éléments donnés lors de la conférence ont permis au public de mieux comprendre des enjeux de société en donnant un éclairage nouveau sur notre mode de consommation.

Un historique du modèle de la grande distribution à la française a ouvert la conférence. Ce schéma, unique au monde, a vu le jour après guerre, en pleine reconstruction du pays. Depuis, l'évolution s'est poursuivie dans un seul sens : augmentation du nombre des points de vente et de leur surface (passant de 50 m² en 1949 à 100 000 m² de nos jours), élimination des intermédiaires et concentration des firmes en centrales d'achat (aujourd'hui, 6 contrôlent 90% des produits de grande consommation). Ceci étant bien entendu accompagné par la disparition des petits commerçants, d'exploitations agricoles familiales au profit de productions intensives, ... On entrevoit déjà la puissance des sociétés de grande distribution, le rapport de force inégal qu'elles créent et les impacts les plus évidents sur la société.

Cette intervention française se diffuse à l'étranger, en particulier en Pologne où les soi-disant investissements français sont souvent « Carrefour », « Auchan » ; mais en Belgique la résistance s'organise.

Les décennies de croissance furent une aubaine pour bénéficier d'une consommation débridée et asseoir leur popularité. Les consommateurs se sont ainsi habitués à trouver tout, tout de suite et au moindre coût, au même endroit. Dans les moments plus difficiles, la grande distribution s'en sort royalement en s'attribuant un rôle social et bienfaiteur, garantissant un pouvoir d'achat maximum aux consommateurs en rognant sur ses marges. Les faits qui ont été rapportés nous montrent que la réalité est toute autre et loin d'être reluisante.

Des dizaines d'années ont permis d'affûter des techniques aujourd'hui redoutables pour contrôler un peu plus le marché et dégager davantage de bénéfices. Au-delà de la marge commerciale classique et avouée, les sociétés de grande distribution ont progressivement mis en place des moyens pour soutirer de l'argent aux fournisseurs grâce à ce qu'on appelle les marges arrières. Un rapport de parlementaires en a listé environ 500. Ch. Jacquiau n'en a cité et commenté que quelques-unes suffisamment éloquentes (et choquantes !).

Ainsi, les distributeurs renégocient chaque année des remises auprès des fournisseurs, justifiant de volumes croissants. Mais ceci peut sembler anodin face au fait de faire payer les producteurs pour que chacun de leurs produits soit référencé auprès de chaque magasin d'une enseigne donnée. La somme déboursée ne garantit pourtant pas la vente des produits sur les étalages mais seulement leur présence dans les catalogues. Le chef de rayon est libre de ne jamais choisir cette référence. Si le produit est retenu, l'engrenage s'amorce alors : le producteur doit d'abord approvisionner les magasins pour tester le marché et le succès

potentiel du produit. Après approbation, les premières commandes sont possibles mais la mise en rayon se paie sous forme d'une location du mètre de linéaire. Il en va de même pour les emplacements stratégiques (flots, têtes de gondoles, avancées de caisse, etc...) qui se négocient plus cher en faisant jouer l'assurance de ventes plus nombreuses et bien sûr ... la concurrence !

Quant aux catalogues publicitaires que chacun reçoit dans sa boîte à lettres et que personne ne consulte, on apprend qu'ils ne sont pas destinés à être lus mais à être facturés aux fournisseurs soit disant mis en valeur par ce biais. Et si les supermarchés encaissent l'argent comptant des consommateurs, les fournisseurs, eux, ne sont payés qu'à 30, 60 ou 90 jours. On imagine les bénéfices générés par le placement des sommes énormes pendant ces périodes ! Le pouvoir des distributeurs va même jusqu'à obtenir des fournisseurs une participation financière pour la rénovation ou la construction de magasins qui garantiront des ventes encore plus nombreuses. Et une dépendance encore plus importante à l'application de chacune de ces techniques pour obtenir des marges indirectes.

Les fournisseurs sont tenus de se débrouiller pour engager les investissements nécessaires pour répondre à la demande qui n'est pourtant pas garantie à long terme. Ils devront également livrer en temps et en heure sous peine de se voir refuser la livraison (perte nette) en cas de retard. La pression se répercute alors sur les transporteurs qui deviennent de véritables stocks roulants. Et dans leur quête du prix le plus bas, les sociétés de grande distribution sont prêtes à aller chercher de plus en plus loin, quitte à choisir des lieux où les droits des travailleurs sont inexistantes. Sans compter le surtrafic routier généré... Tout cela pour nous satisfaire et nous donner l'illusion de choix parmi des produits au final de médiocre qualité. A ce stade, on comprend mieux les conséquences sur le marché du travail : impact sur les petits commerçants et les agriculteurs, développement de contrats précaires et à temps partiel, travail de nuit, délocalisations, ...

La grande distribution a gagné une telle puissance que sans prendre les risques, elle impose ses conditions à ses fournisseurs et quasiment ... aux pouvoirs publics qui sont bien en peine pour appliquer des mesures efficaces, bien qu'arrivant à une situation extrême, une prise de conscience se fasse sentir.

Lorsqu'on découvre cette réalité, on se demande s'il est possible de faire quelque chose pour réagir. C'est alors que Ch. Jacquiau se montre rassurant et optimiste, en donnant des pistes. A titre individuel, nous, consommateurs, devons nous montrer plus responsables et plus critiques, ce qui doit nous amener à un changement d'habitudes, y compris dans notre rapport à l'argent. Bien entendu, ce sera d'autant plus difficile pour les ménages à faibles ressources, ceux que la grande distribution affirme aider et défendre alors qu'elle est à l'origine de la condition actuelle de millions de ses consommateurs.

Mais sans rupture, l'évolution vers une consommation plus juste et plus respectueuse ne signifie pas payer plus. En favorisant les commerces de proximité indépendants et les marchés de plein air, par exemple, la tendance peut s'inverser. Et d'autres alternatives apparaissent, comme les circuits courts, les AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) et leur système de paniers pré-payés à des producteurs locaux, ...

Des décisions politiques fermes mériteraient d'être prises pour interdire les marges arrières, pour fixer le prix de certains produits (comme c'est le cas pour les livres), ... D'autres actions sont à imaginer et à mettre en place si l'on veut éviter la dérive actuelle et la poursuite des ravages dont on vient de prendre connaissance.

Mathias Parnaudeau, Alliance et FRAPNA Isère

Note de Chantal : Même si les superettes et une partie des magasins de proximité ont la même logique que la grande distribution, elles ont au moins les qualités de maintenir du lien social, d'être moins agressives vis-à-vis des 700 000 ménages surendettés, et de permettre la réversibilité lorsque l'argent ira davantage aux producteurs qu'aux distributeurs.

Pesticides, billet de (mauvaise) humeur de Chantal

Peste soit des herbicides

J'ai eu de nombreuses occasions ces derniers temps, de réfléchir à ce problème

-A l'Albenc, l'accent mis sur l'appel de Paris que nous allons continuer à faire signer en particulier au Salon Bio et Environnement.

-En recevant nos amis de la caravane asiatique pour la souveraineté alimentaire qui nous ont expliqués et montrés les dégâts que les pesticides faisaient chez eux (appauvrissement des paysans, maladies diverses chez les ouvrier(e)s qui les manipulent, alformations chez leurs enfants ...)

Par ailleurs, en ce qui concerne plus particulièrement les dégâts provoqués par notre surproduction animale, nous vous proposons de vous associer à la campagne d'agir ici que vous trouverez sur le stand de l'Alliance au salon Bio et Env.

La déclaration de M.Gaymard chez Christine Ockrent le 19 octobre en réponse à un député néerlandais qui faisait remarquer que l'agriculture raisonnée était une démarche insuffisante et que l'objectif était l'agriculture biologique : cœur FNSEA et ministre : mais pas du tout, nous aurons toujours besoin de produits phytosanitaires dans les champs. Le reste de l'intervention était du même tonneau si je puis dire.

Rémi prépare le colloque Pesticides et biodiversité auquel vous êtes invités à vous inscrire

-Lundi 18 octobre je suis allée à la Préfecture de Région à la réunion de la CROPPP (cellule régionale d'observation et de Prévention des pollutions par les pesticides).

En dehors du caractère un peu convenu de cette "grand- messe " j'ai appris des tas de choses :

Qu'il s'agisse d'eaux souterraines ou d'eaux superficielles, ce sont les herbicides et leurs dérivés métabolites qui s'y retrouvent en majorité. On retrouve de l'atrazine ou du déséthyl-atrazine dans 44 à 45 % des échantillons d'eaux souterraines et superficielles. On trouve du glyphosate (notre ami Roundup) dans 47 % des eaux superficielles et 11 % des eaux souterraines ; c'est nouveau ? oui car pendant longtemps on a tellement cru à ce que disait Monsanto qu'on ne l'a pas recherché. Les zones les plus polluées sont les territoires viticoles, les zones de vergers et les zones plantées en maïs

On parle souvent des herbicides utilisés par les non agricoles sur les 100 000 tonnes (additifs compris) utilisées sur le territoire de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, et 8000 sont épanchées par les non agricoles. (Pour l'ensemble des pesticides on utilise aujourd'hui en France 75000 tonnes de matières actives (quantité qui a été multipliée par 10 en 40 ans ... et on continue de nous parler des années 50 où il fallait nourrir la France...). J'arrête avec les chiffres ; allez sur www.croppp.org ou passez regarder le document au local.

Je voudrais vous faire part d'une réflexion déjà ancienne mais qui me taraude de plus en plus puisqu'il y a près de 40 ans au Mali, je m'insurgeais contre les conseillers agricoles qui ne voulaient pas de haricots entre les lignes de mil , pratique millénaire !

Pourquoi désherber ?

En effet, la préoccupation du désherbage n'est pas seulement répandue chez les conventionnels mais aussi chez les " bios "

Pourtant la vigne et les arbres fruitiers cherchent leur eau et leurs minéraux à une profondeur qui n'a rien à voir avec celle des herbes ; où est la compétition ? L'herbe consomme de l'eau mais évite aussi l'évaporation et protège la structure du sol ; En achetant un « cubi » de vin bio à Casabio l'autre semaine, j'ai eu le plaisir de lire sur l'étiquette le ray-grass poussait naturellement et en grande quantité dans les vignes et qu'on l'enfouissait au printemps. Dans le dernier numéro des 4 saisons du jardinage, on rapporte une expérience de conduite de verger où le semis de plantes à fleurs permet une considérable augmentation du nombre des carabes zoophages ce qui est certainement très bon pour la lutte biologique.

Le rôle des plantes auxiliaires est totalement oublié de la plupart de maraîchers ; ils ont parfois du mal à intercaler ail et fraisiers ou carottes et oignons qui ont une bonne influence réciproque.

Bien sur, il faut limiter la population de plantes non souhaitées et certaines peuvent devenir envahissantes. On peut aussi les manger (souci, bourrache, amarante...). Nous avons acheté pour la bibliothèque de l'alliance « Ces herbes qu'on dit mauvaises » (Terre Vivante) et Plantes sauvages comestibles au jardin (Art émis) pour nous aider à réfléchir.

Cette volonté de ne voir qu'une seule plante, qu'une seule tête, pas une herbe même fleurie dans le gravier, d'où nous viens t'elle ? Avons nous réfléchi ? La terre est vivante de ses bactéries, de sa microfaune, de ses vers de terre. Elle a nourri les plantes avant que nous sachions fabriquer de l'engrais azoté et si on a mis du fumier dans certaines terres, ce n'était pas pour toutes les terres et pour toutes les cultures. Je suppose que c'est avec le coût de ces engrais que ce fanatisme anti-"mauvaises" herbes s'est exacerbé ; on n'allait pas nourrir ces "mauvaises" herbes avec cet engrais qui nous avait coûté si cher. !

Les marchands d'intrants agricoles auraient-ils aussi pollué nos cerveaux au point d'entendre des raisonnements laissant entendre que « sans engrais pas de culture ». La culture hors sol existe, elle est encore minoritaire, mais elle nous fait raisonner en oubliant complètement ce qu'est une terre vivante et fertile (si on ne la force pas par sur-irrigation ou autre à produire contre nature). Souvenons-nous des Sumériens et des autres civilisations disparues (le Nil et les fleuves qui reçoivent du limon sont malheureusement des exceptions ... et il nous arrive de construire des barrages qui produisent l'énergie nécessaire à la fabrication d'engrais que la nature nous offrait généreusement). L'homme est-il vraiment un animal intelligent et raisonnable ?